

VILLE DE BAYONNE

COMMISSION COMMUNALE DE SECURITE

HOPITAL BELLEVUE
AVENUE CAM DE PRATS

64100 BAYONNE

Type U – 3^{ème} catégorie

10 mars 2022

==

**COMMISSION COMMUNALE DE SECURITE ET
D'ACCESSIBILITE DE LA VILLE DE BAYONNE**

PROCES-VERBAL DE VISITE

I - OBJET DE LA VISITE

ETABLISSEMENT VISITE : HOPITAL BELLEVUE (Psychiatrie)
ADRESSE : Avenue Cam de Prats – 64100 BAYONNE
DATE DE LA VISITE : 10 mars 2022
OBJET DE LA VISITE : Visite de contrôle périodique

II - PARTICIPATION A LA VISITE

Conformément au décret 95-260 du 8 mars 1995 relatif aux commissions consultatives de sécurité et d'accessibilité, la Commission communale de sécurité et d'accessibilité de Bayonne s'est réunie en application des dispositions des articles R-123-48, de l'article GE 3 et 4 de l'arrêté du 25 juin 1980, afin d'effectuer une visite de contrôle périodique ainsi qu'une visite de réception de travaux.

1. MEMBRES DE LA COMMISSION AVEC VOIX DELIBERATIVE

Le Maire de la commune ou son représentant	Monsieur Serge Arcouet
Le Directeur départemental des services d'incendie et de secours ou son représentant	Capitaine Ferry

2. SECRETARIAT DE LA COMMISSION

Le fonctionnaire territorial de la Mairie de Bayonne	Monsieur Daniel Curutchet
--	---------------------------

3. RESPONSABLES DE L'ETABLISSEMENT

Le propriétaire	CENTRE HOSPITALIER DE LA COTE BASQUE
-----------------	--------------------------------------

4. ASSISTAIENT EGALEMENT A LA REUNION

Mairie de Bayonne SCHS	M. André CHAVIN
Chargé de sécurité du CHCB	M. Christophe CASTELEIN
Responsable atelier électrique	M. Michel CAMERLYNCK

III - PRESENTATION GENERALE DE L'ETABLISSEMENT

1. DESCRIPTION

Présentation succincte :

Rez-de-chaussée (niveau 1): 38 lits, 3 salles de séjour, salle de réunions, Unité de Contenance Intersectorielle (UCI);

Rez-de-jardin (rez-de-chaussée) : salle de jeux, archives, dépôts, cafétéria + self pour le personnel, bibliothèque, salle de réunions, sous-station ; local SSI ;

1er étage (niveau 2) : 44 lits, salle de réunions, salle TV ;

2ème étage (niveau 3): 41 lits, salle de réunions.

Implantation :

Il s'agit d'une construction dont l'accès aux engins de secours s'effectue par l'avenue Cam-de-Prats et l'avenue Duvergier de Hauranne.

Isolement :

Ce bâtiment est isolé des tiers par une distance supérieure à 8 mètres.

Construction et aménagements intérieurs :

Construction de type traditionnel, murs maçonnés, toit terrasse.

Dégagements :

R + 2 : 4 dégagements de 2 unités de passage

R + 1 : 4 dégagements de 2 unités de passage

Rez-de-chaussée : 4 dégagements de 2 unités de passage

Rez-de-jardin : 3 dégagements de 2 unités de passage et 1 dégagement d'une unité de passage.

Niveau	Effectif du niveau	Effectif cumule	Nbre de sorties		Nbre d'UP	
			exigibles	réelles	exigibles	réelles
2	72	72	2	4	2	8
1	72	144	2	4	3	8
rdc	72	216	2	4	4	8

Ventilation : VMC

Désenfumage : par exutoire dans les escaliers et mécanique dans les circulations

Electricité : source centrale et groupe électrogène (démarrage automatique)

Eclairage de sécurité : blocs autonomes permanents

Installation de gaz : néant

Chauffage : chauffage central à circulation d'eau chaude

Locaux à risques : locaux de stockage

Les moyens de secours : extincteurs, alarme de type 1, SSI de catégorie A, personnel désigné, plans et consignes de sécurité. Poteau incendie à moins de 200 m.

Nota : présence de 2 personnes par niveau de nuit plus 2 personnes à l'UCI).

2. EFFECTIFS ET CLASSEMENT

L'effectif théorique maximal des personnes admises simultanément est : 313 personnes

Public :

Résidents : 109 personnes
Visiteurs : 55 personnes (1 visiteur pour deux lits)
14 postes de consultation : 112 personnes (8 personnes par poste)

Personnel

37 personnes (1 personne pour 3 lits)

TOTAL : 313 personnes

Etablissement recevant du public de type U de 3^{ème} catégorie.

3. SITUATION ADMINISTRATIVE

L'établissement est assujetti aux dispositions fixées par :

1. Le Code de la Construction et de l'Habitation, en particulier les articles L 123-1 et L 123-2, R 123-1 à R 123-55, R 152-6 et R 152-7 ;
2. Le Règlement de Sécurité relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

Dispositions générales : arrêté du 25 juin 1980

Dispositions particulières : arrêté du 23 mai 1989 et arrêté du 10 décembre 2004 (type U)

Historique de l'établissement :

n° pièce	Date	Intitulé pièce	Localisation
7	21/03/2019	Avis favorable de la commission communale de sécurité	FD
6	03/11/2016	Avis favorable de la commission communale de sécurité	FD
5	07/11/2013	Avis favorable de la commission communale de sécurité	FD
4	25/11/2010	Avis favorable de la commission communale de sécurité	FD
3	13/12/2007	Avis favorable de la commission communale de sécurité	FD
2	11/05/1994	Avis SDIS – avis favorable	FD
1	25/03/1992	Avis SDIS concernant le réaménagement du 2 ^{ème} étage du service Bellevue	FD

IV - CONTROLE DE L'ETABLISSEMENT

1. CONTROLE DES PRESCRIPTIONS ANTERIEURES

- Absence de barillet sur une porte de recoupement (Réalisé).
- La procédure d'évacuation de l'Unité de Contenance Intersectorielle ne semble pas connue par l'ensemble du personnel soignant. (A réaliser).

2. DOCUMENTS PRESENTES ET ANOMALIES MAJEURES CONSTATEES

Vérifications techniques	Date	Organisme	Observations
Désenfumage (DF10) méca (débit, pression, vitesse)	14/05/19 27/08/21 05/01/22	APAVE DACOSTA SIEMENS	Automatique (naturel) Débits
Chauffage (CH 58) Conduit de cheminée (ramonage) chaufferie	02/12/21	APAVE	SO
Ventilation de confort (CTA) CH38 >10000m3/h contrôle DAD & locaux à sommeil présentation livret d'entretien filtres		EN INTERNE	
Électricité (EL 19) Eclairage de Sécurité (EC15)	28/07/21 28/07/21 28/07/21	APAVE APAVE APAVE	26 levées CHCB dont 3 (23, 24 et 25) SCHINDLER + EN INTERNE
Ascenseur (AS9) Entretien annuel (arrête interministériel du 18/11/04) Visite quinquennale par bureau de contrôle (AS9)	Annuel 02/04/21	SCHINDLER APAVE	SO
Moyens de secours (MS) Extincteurs (MS73)	27/08/21	DACOSTA	
Système de sécurité incendie contrat d'entretien (MS 68) formation du personnel au SSI contrôle triennale par bureau de contrôle (MS73)	05/01/22 14/05/19	SIEMENS APAVE	9 obs (3 levées CLEVIA) 5 en cours 2022
Formation du personnel (MS48)	Annuel	EN INTERNE	Listing de traçabilité
Registre de sécurité			Présenté et renseigné

3. RESULTATS DES ESSAIS EFFECTUES PAR SONDAGE

Alarme : Satisfaisant

Désenfumage : Satisfaisant

Eclairage : Satisfaisant

Détecteurs de fumées : Satisfaisant

Recoupement : Satisfaisant

Ferme porte : Satisfaisant

Issues de secours : Satisfaisant

4. ANOMALIES CONSTATEES LORS DE LA VISITE

1 - Boucher le trou de la porte de recoupement n° 192.

2 - Former le personnel à l'évacuation des patients de l'Unité de Contenance Intersectorielle (rappel de la procédure mise en place).

V - ANALYSE DES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE

L'établissement accueillant un public fragile (personnes faisant l'objet d'un suivi psychiatrique) a fait l'objet de travaux lourds : remplacement de la centrale SSI, remplacement des blocs portes ainsi que les différentes restructurations qui ont nettement élevé le niveau de sécurité

L'hôpital est bien tenu et dispose d'un SSI de catégorie A ainsi que de dégagements en nombre et largeur suffisants.

VI - PRESCRIPTIONS

1. PRESCRIPTIONS NOUVELLES

1. Mettre en place l'ensemble des plans généraux de l'établissement au niveau de l'accueil (article MS41).
2. Lever les observations du rapport SSI APAVE. (clapet coupe-feu).
3. Renouveler la formation du personnel par des exercices périodiques (articles U47 et U41).

Pour rappel :

Lorsque des travaux sont prévus dans l'établissement, ceux-ci ne peuvent être effectués qu'après autorisation du maire délivrée après avis de la commission de sécurité compétente.

2. PRESCRIPTIONS PERMANENTES

- a) Tenir à jour le registre de sécurité de l'établissement conformément aux dispositions fixées par l'article R123-51 du code de la construction et de l'habitation.
- b) Faire vérifier périodiquement, selon la réglementation en vigueur, les installations techniques de l'établissement. Remédier aux anomalies éventuellement relevées par les techniciens compétents et les organismes agréés intervenus. Le SDIS 64 a conçu des fiches qui peuvent aider les exploitants à mieux comprendre leurs obligations en matière d'entretiens et de vérifications périodiques des installations techniques et de sécurité. Elles sont disponibles sur le site Internet de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques (<http://www.pyrenees-atlantiques.pref.gouv.fr/index.htm>) sous les rubriques "Votre sécurité / Les établissements recevant du public / Fiches d'entretien et de vérifications techniques des installations des E.R.P.". Dans votre cas, vous devez télécharger la fiche IP.001, IP.002, IP.003 (format pdf).
- c) L'avis relatif au contrôle de sécurité incendie prévu par les dispositions de l'article GE 5 dûment rempli par l'exploitant et sous sa responsabilité en fonction des renseignements figurant dans l'autorisation d'ouverture, doit être affiché de façon apparente près de l'entrée principale.
- d) Respecter les dispositions des articles (articles L111-8, R 111-19-13 à R 111-19-15 du code de la construction et de l'habitation), lorsque des travaux sont prévus dans l'établissement. Ceux-ci ne peuvent être effectués qu'après autorisation du maire délivrée après avis de la commission de sécurité compétente.
- e) Maintenir parfaitement libres et accessibles, en toutes circonstances, les issues de secours de l'établissement. (cf. articles R123-4 et 7 du code de la construction et de l'habitation)

VII - AVIS DE LA COMMISSION

La commission de sécurité émet un avis **FAVORABLE** au fonctionnement de l'établissement, assorti de la réalisation des prescriptions susvisées.

VIII - RAPPELS

1. PROCHAINE VISITE

Conformément aux dispositions de l'article GE 4 du règlement de sécurité du 25 juin 1980 précité, cet établissement doit être visité périodiquement par la présente commission au moins tous les 3 ans
A titre indicatif, la prochaine visite de contrôle périodique est prévue : **mars 2025**.

Nota :

La commission se réserve le droit de décaler de quelques mois cette date pour des raisons de fonctionnement de la dite commission, tout en essayant de garantir la périodicité prévue à l'article GE 4.

2. OBLIGATIONS DE L'EXPLOITANT

La liste des prescriptions n'est pas exhaustive.

Article R123-43 du code de la construction et de l'habitation :

"Les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. A cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par des organismes ou personnes agréées dans les conditions fixées par l'arrêté du ministre de l'Intérieur ou des ministres intéressés. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement".

Article R 123-3 du code de la construction et de l'habitation :

"Les constructeurs, propriétaires et exploitants des établissements recevant du public sont tenus, tant au moment de la construction qu'au cours de l'exploitation, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes".

3. OBLIGATIONS DE L'AUTORITE DE POLICE

En application des dispositions de l'article R. 123-46 et 49 du code de la construction et de l'habitation, le maire (ou le fonctionnaire spécialement désigné à l'article R 123-16 du code de la construction et de l'habitation) notifie le résultat de la visite périodique de contrôle et sa décision à l'exploitant soit par voie administrative, soit par lettre recommandée avec accusé de réception, sa décision sur l'autorisation de l'ouverture des locaux réceptionnés par arrêté.

Le Président de la Commission

Serge Arcolet



